

Les marcheurs n'ont jamais eu de réponse concernant le choix de Monsieur Haury Comme candidat aux législatives.

Dans son entretien :

Il n'apporte pas de clarification à sa désignation comme candidat..

Il avait promis une réunion trimestrielle avec les citoyens. Résultat : rien !

Comme excuse à ses nombreuses absences au Conseil départemental, il évoque sa grande activité à l'Assemblée Nationale sauf que sa présence est inférieure à la médiane des députés.

Cf site <https://www.nosdeputes.fr/yannick-haury>

Qui sont les « Marcheurs » du Pays de Retz ?

Pays de Retz — Un peu plus d'un an après l'élection d'Emmanuel Macron, que sont devenus les militants locaux ? Qui sont-ils ? Les rangs du mouvement se sont-ils étoffés ?

Le dossier

On les a quittés devant le petit écran d'un bar de Pornic, le 7 mai 2017. Euphoriques. Leur candidat, Emmanuel Macron, venait de remporter l'élection présidentielle avec 66,1 % des voix. Un an plus tard, ils sont une quinzaine de « Marcheurs » à avoir répondu à notre demande de rencontre. Moitié hommes, moitié femmes. Une moyenne d'âge d'une cinquantaine d'années. Plutôt CSP + : enseignants, cadres, fonctionnaires...

Peu de nouveaux militants

Selon le site internet du parti, ils seraient 234 adhérents En Marche dans le Pays de Retz, répartis dans cinq comités locaux : Pornic, Préfaillies, Chauvé, Saint-Brevin et Saint-Etienne-de-Mer-Morte. « **Nous sommes une centaine de militants actifs**, résume l'animateur de la section de Chauvé, Florent Prudhomme. **Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, les effectifs n'ont presque pas changé.** » Un manque d'engouement lié, pour ces militants, à la période. « **Sans échéance électorale, difficile de faire bouger les foules**, explique Christophe Person, 52 ans, informaticien. **Avant les municipales, vous verrez, ça va se réveiller !** »

Une verticalité regrettée

On se souvient de l'origine du mouvement d'Emmanuel Macron, fondé en grande partie sur ces « Marcheurs »,

répartis à travers la France, relayant volontiers la parole du candidat. Un an après l'arrivée au pouvoir, ces militants locaux, pas godillots pour un sou, ne cachent pas des déceptions. « **Disons qu'il y a une contradiction entre le discours d'origine sur le mouvement participatif et le parti tel qu'il est devenu, basé sur un mouvement vertical**, regrette Catherine Delrue, enseignante à Paimbœuf. **À titre plus personnel, mais partagé par d'autres, je l'attends sur le volet social. Pour l'instant, je vois un Président ni de gauche, ni de droite !** »

Si ces petits groupes sont invités à organiser des ateliers sur des thèmes parfois soufflés par Paris (handicap, égalité hommes-femmes, etc.), ils regrettent de n'avoir que très peu de retours sur leur travail. « **Nous envoyons les résultats de nos questionnaires, sur l'Europe par exemple, au comité départemental, détaille Florent Prudhomme. Mais nous n'avons que très rarement des réponses, des analyses ou des synthèses. C'est dommage.** »

Pas des godillots

Stéphane Senan, militant de Saint-Colomban, ne mâche carrément pas ses mots à l'encontre du mouvement. « **Autant il est très facile pour moi de défendre l'action d'Emmanuel Macron, autant j'ai beaucoup plus de mal à défendre l'opacité de ce mouvement, notamment sur le plan départemental. Des exemples ?**

Malgré mes questions, je n'ai jamais eu de réponse concernant le choix du candidat Yannick Haury aux législatives, l'éviction de dernière minute de Bernard Morilleau aux sénatoriales ou encore le cafouillage des référents En Marche en Loire-Atlantique. Localement, nous avons perdu plusieurs membres qui n'ont pas eu réponse à ces questions légitimes. » Dans le bar, l'intervention de Stéphane Senon provoque le débat. Le ton monte. « **C'est du passé, ça Stéphane !** », lance l'un. « **Laissez-le s'exprimer, il n'est pas le seul à penser ça** », répond l'autre. « **En tout cas, sourit Catherine Delrue, vous voyez qu'on n'est pas des godillots !** »

Entre tradition et innovation

L'action de ces Marcheurs se situe quelque part entre le militantisme traditionnel et l'animation d'un territoire. Chaque antenne organise son propre calendrier. « **À Chauvé, nous allons mettre sur pied des rencontres avec le tissu économique local, glisse Florent Prudhomme. D'autres militants sont présents sur des marchés, pour distribuer des tracts.** » « **À Saint-Brevin, nous avons fait du porte à porte avec des questionnaires sur l'Europe** », ajoute Rémi Burggraf, 51 ans, architecte d'intérieur. « **À Préfaillies, nous avons rendu visite à un ostréiculteur. Nous avons réfléchi avec lui à la manière de développer son activité, en cuisinant des huîtres**

chaudes », intervient Alain Verger, animateur du club préfaillais.

Après une heure et demie d'échanges, plusieurs sentiments sont sur la table. Le regret, de certains, d'avoir vu un mouvement se transformer en par-

ti. L'attente de mesures plus sociales pour les anciens de la gauche. Mais tous les Marcheurs présents partagent un même respect, voire admiration, pour Emmanuel Macron. Dans les prochains mois, c'est pour lui

qu'ils battront le pavé, aux élections européennes de 2019 puis aux municipales de 2020. Plus encore que pour son parti.

Kate STENT.

Entretien

Il y a un peu plus d'un an, après avoir brigué l'investiture de l'UDI, vous avez obtenu celle de La République En Marche. Avec du recul, comment interprétez-vous cette nomination ?

Je ne peux vous répondre qu'en vous donnant mon interprétation personnelle, je n'ai jamais discuté de ce choix avec les responsables du parti. Je pense que mon expérience, ma recherche de consensus dans mes mandats précédents et ma volonté de faire avancer les projets en dehors des sensibilités politiques de chacun ont pu jouer en ma faveur.

Lors de votre élection de député, il y a un an, vous aviez évoqué une rencontre trimestrielle avec les militants locaux de La République En Marche. Qu'en est-il ?

Je regrette de ne pas avoir eu plus de temps, depuis le début de mon mandat, pour rencontrer les Marcheurs de la circonscription. Je les ai vus à

inviter prochainement, pour faire le point après un an d'exercice.

Certains Marcheurs regrettent un fonctionnement opaque des instances départementales...

Comme dans tout nouveau mouvement, il faut rechercher un mode de fonctionnement et un point d'équilibre. Avant, dans les mouvements politiques traditionnels, le député avait un rôle directif. Là, il faut trouver le bon fonctionnement entre communication ascendante, communication descendante, etc.

En quoi consiste votre travail de député, aujourd'hui ?

Tout d'abord, comme tous les députés, je vote les lois. Et puis chaque député fait partie de l'une des huit commissions qui leur sont proposées. J'ai choisi celle consacrée à l'aménagement du territoire et au développement durable. J'adhère également à différents groupes d'études concernant les questions de l'eau, du littoral, de la biodiversité, l'autisme ou encore le cinéma dans



L'ancien maire et actuel conseiller départemental Yannick Haury a été élu député il y a un an, sous l'étiquette de La République En Marche. (CREDIT PHOTO: DR)

celle de rapporteur de la mission parlementaire consacrée à la gestion des événements climatiques majeurs, née à la suite de l'ouragan

nous avons rencontré une centaine d'experts en tous genres, des prévisionnistes météo aux assureurs en passant par les militaires ou des asso-

Qu'est ce qui vous a surpris dans la fonction de député ?

D'abord, la diversité des sujets que nous traitons. Du logement à la justice, de la bioéthique à l'environnement. Puis, aussi, le rythme de travail des députés. Je savais qu'exceptionnellement les séances parlementaires pouvaient se prolonger dans la nuit, mais pas aussi souvent. Mais notre président d'assemblée a noté cela et va notamment limiter le nombre de week-ends à suivre.

Un dossier intéresse particulièrement le Pays de Retz : la RD 751 qui relie Nantes à Pornic, très accidentogène. Où en est-il ?

Avec Jean-Michel Brard, maire de Pornic, nous avons été reçus au ministère des Transports. Le dossier a également été évoqué au ministère de l'Intérieur. J'ai aussi posé une question dans l'Hémicycle à ce sujet et l'ai évoqué devant le Premier ministre. Pour le moment, nous attendons des réponses écrites. Deux questions se posent en réalité : l'accélération du calendrier des travaux et le double-

nombre de dessertes.

Vous êtes toujours conseiller départemental. Il y a quelques mois, le président, Philippe Grosvallet avait regretté votre absence disant, « nous ne le voyons plus à aucune des sessions ». (1) Est-ce un mandat que vous souhaitez conserver ?

Je n'ai pas pris de décision dans l'immédiat. Je reste conseiller départemental et siégerai à la prochaine session, fin juin. Le travail législatif mené ces derniers mois a été particulièrement intense et malheureusement, mon suppléant, Joseph Guilloux, est décédé en janvier 2017.

Kate STENT.

(1). Selon les registres de présence du conseil départemental, en 2017, on lui note cinq demi-journées de présence pour dix demi-journées d'absence. Pour 2018, deux demi-journées d'absence (le même jour).